

Entre deux mondes



| 31.10.11 | 15h22 • Mis à jour le

31.10.11 | 15h22

Ce jour-là, un puissant 4 x 4 s'arrête à Kikao, un village situé dans la réserve botswanaise du Kalahari, au bout d'une cinquantaine de kilomètres d'un chemin sablonneux. Les bénévoles sud-africains de l'association Vox United viennent annoncer une mauvaise nouvelle : le puits ne peut être remis en service. A 65 mètres de profondeur, il est presque tari. Mais le sourcier de l'équipe, Wikkie du Plessis, tape le sol du pied : *"Il ne faut pas s'inquiéter, il y a beaucoup d'eau là-dessous, on va forer."* "Nous allons revenir", promet-il.

Le lendemain, l'ombre d'un doute traverse le regard de Matsipane Moseithanyane. *"Et s'ils ne revenaient pas ?"*, s'interroge ce San à la barbe grisonnante. Pas de puits et c'est l'angoisse à la fin de la saison des pluies de voir rétrécir la mare à proximité. C'est la quête d'eau, perdue d'avance pendant la saison sèche, quand seuls les melons d'eau, cultivés à deux pas du village, offrent encore de maigres réserves.

Mais la parole de Wikkie du Plessis a été tenue. Fin août, le puits de Mothomelo, situé à une trentaine de kilomètres au nord de Kikao, a été rouvert. Le forage de trois autres puits est aussi prévu dans le Central Kalahari Game Reserve (CKGR), ce parc aux plaines arides couvertes de buissons, grand comme la Croatie. C'est une victoire pour Matsipane Moseithanyane. Il aura attendu sept mois pour que soit traduite sur le terrain la bataille gagnée dans les prétoires du Botswana. Début 2011, la justice de cet Etat d'Afrique australe avait reconnu aux San le droit d'avoir accès aux puits existants ou d'en forer de nouveaux.

Au Botswana, vit aujourd'hui la moitié des 100 000 San, ces premiers habitants d'Afrique australe. Ils sont aussi appelés Bochimans ou Bushmen, une dénomination jugée dégradante, donnée par les colonisateurs. Deux mille d'entre eux vivaient depuis 30 000 ans dans l'actuel territoire du CKGR, avant d'être expulsés par le gouvernement en deux vagues, en 1997 puis en 2002, au prétexte de préserver l'état *"naturel"* du parc. Quatre ans plus tard, la justice leur avait permis de revenir.

Contrairement à l'image romantique, souvent caricaturale, véhiculée par des films tels que *Les dieux sont tombés sur la tête*, les San, reconnaissables à leur manière de claquer la langue quand ils parlent, ont depuis une quarantaine d'années progressivement abandonné leur mode de vie nomade de chasseurs et de cueilleurs. Le forage de puits par les compagnies minières en mission exploratrice a été un facteur décisif de cette sédentarisation. A Kikao, on trouve dans le jardin de la communauté des plants de maïs et de sorgho. Et entre les huttes, des poules, des chèvres, des chiens et des ânes.

Pour les 44 habitants de Kikao, la vie va redevenir plus facile quand ils se seront rapprochés du puits de Mothomelo sur lequel a été installée une pompe solaire. Assis sur une petite chaise en bois, Matsipane Moseithanyane tient sa carte d'identité dans la main. Date de naissance : xx/xx/1948. *"Avant, je ne mangeais que de la viande de la chasse, mais aujourd'hui, la préparation du porridge réclame beaucoup plus d'eau, justifie-t-il. Et les gens du village veulent eux aussi pouvoir se laver et avoir des habits propres."*

C'est au nom de cette sédentarisation croissante que le gouvernement botswanais a justifié le déplacement des San hors du parc. *"Leurs activités n'étaient plus compatibles avec la préservation de la faune et de la flore du Central Kalahari"*, insiste Jeff Ramsey, porte-parole du gouvernement. L'historien de formation omet toutefois de rappeler que les autorités ont participé à ce changement de mode de vie en développant, en 1979, Old Xade, une ville au sein du CKGR avec un hôpital, une école, avant finalement de reloger tout le monde à partir de 1997 dans trois nouvelles villes

à l'extérieur de la réserve.

Vêtue d'un tee-shirt blanc et d'une longue jupe bleue, Khagiso est l'une des irréductibles de Kikao. Relogée dans la ville de Kaudwane, à une dizaine de kilomètres au sud du CKGR, cette jeune mère est revenue une première fois dans son village. Puis elle a été expulsée par la force en 2002. Elle est revenue à nouveau à Kikao, en 2010. *"Là-bas, on ne peut pas vivre sans argent, résume-t-elle. Mon père en est venu à voler une vache pour nous nourrir."*

Pour une partie du millier d'habitants de Kaudwane, le retour de l'eau dans le CKGR pourrait donner le signal du départ. Les plus demandeurs sont ceux qui n'ont pas su tirer leur épingle d'un jeu trop conforme aux règles du capitalisme. *"Le gouvernement nous a fait venir ici pour nous "développer", comme il dit, mais il n'y a pas de travail. Comment faire alors pour nourrir ma famille de cinq enfants ?"*, s'énerve Moaramma Nagayabo, un habitant.

Assis à califourchon sur une chaise à l'extérieur de son bureau, le chef de la ville, qui ne souhaite pas donner son nom, rappelle ce que ces nouveaux administrés ont reçu ici : terrains, animaux, maisons. Il détaille les allocations auxquelles ont droit les habitants les plus vulnérables. *"C'est normal que l'adaptation soit difficile, ils ont changé de mode de vie, mais cela va mieux"*, assure-t-il.

De retour de l'école primaire où elle enseigne, Ashleigh Montgomery préfère qu'on l'appelle Dineo, son *"prénom botswanais"*. La peau blanche, le cheveu court et la taille fine, elle vit depuis plus d'un an à Kaudwane comme volontaire pour les Peace Corps américains. *"On a brutalement transformé l'un des peuples les plus autonomes du monde en une masse d'assistés réduits à tout attendre du gouvernement"*, regrette-t-elle. Cette dépendance en entraîne d'autres.

Ce soir-là, dans un troquet faiblement éclairé, ils sont une poignée à boire des litres de Chick Chick, la bière locale fabriquée à partir de maïs et de sorgho. Les yeux mi-clos, quelques-uns se lancent sur la terre battue dans des danses aux pas incertains. Les jours de versement des prestations sociales, la fréquentation est démultipliée, assure la tenancière : *"J'ai des clients qui me supplient pour un peu de sucre, mais dès qu'ils reçoivent leurs aides, ils accourent ici pour m'acheter des bières au lieu de rapporter l'argent au foyer."*

Retourner dans le CKGR ne sera pas chose aisée pour les candidats. Expulsés avec leurs vaches, leurs chèvres ou leurs ânes, les San doivent ruser pour les rapporter car les autorités interdisent le retour de ces animaux dans le parc. Elles refusent aussi de délivrer des permis de chasse.

Peolo Monlorng n'avait que 17 ans lorsque ses parents, originaires du village de Gope, dans l'est du CKGR, ont été obligés de partir. Elle a attrapé depuis un virus dont elle ne connaissait pas l'existence : 55 % de la population de Kaudwane serait séropositive. Le corps frêle, cette mère d'un enfant attend devant la clinique qu'une camionnette mise à disposition par les autorités l'emmène dans la ville voisine chercher ses antirétroviraux. *"C'est chaque mois"*, précise-t-elle.

Elle aussi aimerait revenir dans le CKGR, mais s'interroge : *"Une fois là-bas, comment pourrai-je récupérer mon traitement sans transport ?"* Même s'il propose des navettes une fois par trimestre pour le transport des enfants, obligés d'être internes dans des écoles à l'extérieur du Central Kalahari, le gouvernement refuse toujours de développer des services publics à l'intérieur du parc. *"Ce n'est pas à nous d'aller au développement, c'est au développement de venir à nous"*, lance "Setlhobaphuduhudu", surnom qu'il préfère à son nom et qui signifie "l'homme grand", considéré comme un sage à Kikao. *"C'est la terre de nos ancêtres, c'est seulement ici que je peux leur parler, leur demander de m'aider dans les moments difficiles."* De nombreux San considèrent que les Tswana, l'ethnie majoritaire dans le pays, au pouvoir, les traitent comme des êtres inférieurs. Défait plusieurs fois devant les tribunaux, le gouvernement semble désormais prêt à être plus accommodant.

Auteur de *Tears of My Land* ("Des larmes pour ma terre", Mmegi Publishing House, 2010), le leader san Kuela Kiema a une proposition originale de compromis : couper en deux le parc créé en 1961 sous la domination coloniale anglaise. *"Le CKGR est très grand, rappelle-t-il. Alors pourquoi ne pas réserver aux touristes la partie nord, riche en faune, et laisser la partie sud aux San ?"* Pour lui, le retour de l'eau ne sera pas suffisant pour faire revenir les San les plus jeunes qui ont peu de souvenirs du CKGR et qui ont pris goût à un certain confort. *"Il faut créer des emplois, mais l'existence d'un parc national limite par définition toute possibilité d'un développement important."*

Une source de richesse pourrait provenir des diamants. En janvier, la société Gem Diamonds, basée à Londres, a obtenu une licence d'exploitation d'une mine située à Gope et dont la valeur est estimée à 2,3 milliards d'euros. A Kikao, Matsipane Moseithanyane est convaincu que c'est la principale raison pour laquelle ils ont été chassés. *"Ils veulent empêcher nos enfants de profiter de leurs richesses, mais nous exigeons aujourd'hui d'avoir une part du gâteau, surtout qu'il y a peut-être d'autres gisements dans le parc."* Le porte-parole du gouvernement, Jeff Ramsey juge cette accusation sans fondement : *"La Constitution du Botswana dit que les ressources minières du pays appartiennent à tous, et donc qu'aucun groupe en particulier ne peut réclamer des droits sur celles-ci."*

Alimentée par Survival International, une organisation de défense des droits des peuples indigènes, la polémique avait

poussé la société sud-africaine De Beers à se retirer du projet en 2007. *"On veut aider la communauté locale, en ouvrant, par exemple, une école de tourisme"*, assure Haile Mphusu, directeur de la mine de Gope. C'est d'ailleurs Gem Diamonds qui a proposé de financer l'installation des quatre nouveaux puits.

Sébastien Hervieu

Article paru dans l'édition du 01.11.11

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.
